***Objet : Synthèse des sondages de la semaine***

1. **Sondage Ifop/SIG du week-end**
2. **52% des Français jugent le nouveau gouvernement est « une bonne équipe pour gouverner la France »**

**Les catégories populaires semblent davantage convaincues** par la nouvelle équipe que les CSP+ (54 contre 48%) ; les urbains, en particulier les parisiens, sont plus convaincus que les ruraux (55 contre 49%).

Si les sympathisants de droite sont nettement moins convaincus que la gauche, ils n’en sont pas moins 42% à considérer positivement ce gouvernement. A gauche, 87% des sympathisants PS jugent positivement le gouvernement, de même que 58% des EELV, 51% des sympathisants Front de gauche et 48% de la gauche radicale.

1. **la baisse des charges annoncée pour les entreprises et les salariés modestes est très bien accueillie.**

Elle est jugée comme **allant « dans le bon sens » par les trois quarts des Français**. Si les **catégories supérieures sont moins convaincues que les CSP-** (67 contre 77%), car moins directement concernées, ces mesures recueillent une **approbation transcendant les clivages partisans**. 75% à gauche estiment qu’elles vont dans le bon sens, y compris 59% de l’extrême gauche, de même que 75% au centre, et 78% des sympathisants UMP. 67% des sympathisants FN sont du même avis.

**Surtout, ces mesures sont jugées efficaces pour relancer l’économie par une très nette majorité des français (56%),** alors que traditionnellement, les scores dépassent rarement les 40% sur les critères « d’efficacité ».

Les plus pessimistes quant à la capacité de ces mesures à relancer l’économie sont les classes d’âge actives (53% des 35-64 ans), en particulier les salariés du privé (50%), et les catégories supérieures (48%). Alors que les parisiens (65%) sont optimistes, c’est moins le cas de la France urbaine de province (55%) et surtout de la France rurale (52%).

1. **une adhésion de principe aux pistes de réforme des collectivités**: cf. infra.
2. **Synthèse des principaux sondages publiés cette semaine**

1. **Le Discours de Politique générale a convaincu, en particulier sur la compétitivité et la réduction des déficits.**

Alors que son premier JT en tant que PM n’avait (selon BVA) convaincu que 4 français sur 10, l’exercice du DPG a incontestablement été réussi. **55% des français ayant vu ou entendu parler ont été convaincus** (l’impact médiatique en UBM du discours est le double de celui de JM Ayrault, et équivaut à une exposition de chaque Français 17 fois). 77% des sympathisants de gauche ont été convaincus, et 36% des sympathisants de droite.

A noter que **ces chiffres sont sensiblement meilleurs que ceux recueillis à la suite des précédents discours de politique générale** : celuide F. Fillon en 2007 avait été jugé convaincant par 49% des sondés(contre 34%) ; 52%contre 37% avaient jugé le DPG de Ayrault convaincant.

De manière plus détaillée, **51% des français jugent que Manuel Valls sera un PM efficace pour « améliorer la compétitivité de la France »**, et **49% pour « réduire les déficits publics »**.

Quant à la **justice sociale** (38% « permettre plus de justice sociale ») et le **chômage** (35% « réduire le chômage »), les Français sont certes minoritaires à le juger efficace, mais les **scores obtenus sont loin d’être mauvais compte tenu de la dureté des questions**.

Signe qu’il **s’installe dans ses habits de chef de la majorité aux yeux des sympathisants de droite**, le jugement sur son efficacité fait l’objet de **clivages partisans marqués**: il convainc largement à gauche (72% sur la compétitivité, 71% sur les déficits, 56% sur la justice sociale, 53% sur le chômage), beaucoup moins à droite (22 à 36% selon les items).

1. **Peut-on pour autant parler de « choc de confiance » ?**

Quelques sondages tendent à accréditer l’idée.

* D’abord, une **progression de 6 points de la cote de popularité du PM** après le DPG (LH2, 62%, contre 56 juste avant).



* Ensuite, **une inversion significative de la tendance mesurée sur la propension des Français à « faire des efforts  pour redresser les comptes du pays** **» :** **54% se déclarent prêts à de nouveaux efforts, soit 10 points de plus qu’en novembre dernier**. C’est la première hausse constatée de cet indicateur depuis juillet 2012. Fait remarquable : elle est **particulièrement portée par les catégories populaires** : +28 points pour les ouvriers, +13 pour les employés.



Seulement 42% des sympathisants du Front de Gauche et 47% de ceux du Front National y seraient prêts contre 60 à 74% dans l’électorat des partis de gouvernement. Si la propension à accepter des efforts reflue légèrement parmi les proches du PS (-2 points), elle **progresse très nettement parmi ceux de l’UMP (+17 points) qui quittent sans doute une position purement partisane** et sont maintenant davantage prêts à faire des efforts pour redresser les comptes publics, à l’équilibre desquels ils sont très attachés.

* Incontestablement, des signaux attendus ont enfin été donnés : sur la réduction des dépenses de l’Etat, la simplification du millefeuille territorial, sur la fin des hausses d’impôts… Sans doute est-il **nécessaire d’enfoncer le clou, notamment sur l’exemplarité (élus et administrations doivent montrer l’exemple sur les réductions de dépenses,** cela doit être visible, y compris par des actes très symboliques). Mais pour la première fois, les Français semblent juger crédibles les réductions de dépenses annoncées. Il s’agira de faire attention à **maintenir ce niveau de crédibilité** alors que les médias ont d’ores et déjà commencé à traquer les erreurs et les mensonges, et surtout de **faire attention à ne pas  franchir les « lignes rouges »** identifiées dans l’opinion.
1. **Réforme territoriale : une adhésion de principe toujours forte, mais attention à la concrétisation**

*Sur le principe :*

Les derniers sondages viennent corroborer des résultats plus anciens. Après plusieurs jours de couverture médiatique importante du sujet, **les deux tiers des français sont toujours favorables à la « suppression des conseils départementaux »** (entre 57 et 64%), **et** **à la « division par deux du nombre de régions »** (entre 53 et 59%).

**Elles font l’objet d’un soutien qui transcende les clivages partisans** (de 58% au Front de gauche à 73% chez les électeurs de Sarkozy, seule la fusion des régions ne recueillant pas la majorité chez les électeurs de Marine Le Pen).

**Des réticences** s’expriment en revanche plus fortement chezles **plus jeunes**, les **catégories populaires** (49% favorables seulement, dont 44% des employés) et bien sûr les **ruraux**, ces derniers étant plus attachés à l’échelon départemental (51% de favorables seulement).

Mais si les français adhèrent toujours au principe de « simplifier » l’administration territoriale, **à mesure que les annonces se précisent, la demande de clarification du millefeuille territorial se fait de moins en moins forte**.

*En ce qui concerne les mesures concrètes envisagées :*

* 39% des Français sont favorables à l’agrandissement de leur Région en y incorporant de nouveaux départements, contre 51% qui y sont défavorables.
* **36% sont favorables (54% contre) au regroupement de leur région avec une région limitrophe.**
* **29% sont favorables (60% contre) au regroupement de leur département avec une région limitrophe.**
* 13% contre 77% sont favorables à la disparition de leur région.

*En ce qui concerne le redécoupage envisagé de certaines régions :*

* 66% des habitants de Haute-Normandie (contre 28%) et 50% des habitants de Basse-Normandie (contre 47%) sont favorables à une fusion de leurs deux régions.
* 57% des habitants de Bretagne (contre 35%) et 48% des habitants des Pays-de-la-Loire (contre 37%) sont favorables à une fusion de leurs deux régions.
* 45% des habitants de Lorraine (contre 48%) et 31% des habitants d’Alsace (contre 61%) sont favorables à la fusion de leurs deux régions.
1. **La baisse des charges sur les bas salaires et son impact économique attendu.**

Pour **63% des français, la baisse annoncée sur les cotisations sociales des salariés** (« qui se traduira par une augmentation qui pourra atteindre 500 euros par an pour les salariés au smic **») est jugée « une bonne chose pour relancer l’économie française** ».

Tous âges et toutes catégories socioprofessionnelles (CSP+ et -, indépendants, salariés du public comme du privé) témoignent de la même approbation. Politiquement, tous les électorats sont plutôt satisfaits de cette mesure, même si les électeurs Hollande (82%) et Bayrou (67%) sont nettement plus optimistes quant à son impact sur l’économie que les électeurs Mélenchon (57%), Sarkozy (55%) et Le Pen (46%).

C’est donc un **premier signe attendu par la France « du travail », qui pourrait être inséré dans un discours plus global et cohérent à l’intention des « classes moyennes** » qui se vivent comme laissées pour compte de la politique menée depuis 2 ans (sont en particulier mentionnées la hausses de la fiscalité ; la re-fiscalisation des heures supplémentaire ; et la réforme abandonnée du statut symboliquement important d’auto-entrepreneur).

1. **Politiques de l’emploi : un fort soupçon d’inefficacité et des demandes dures.**

**17%** seulement des Français pensent que **l’argent public consacré chaque année à la politique de l’emploi est utilisé de manière efficace**, contre 83% de manière inefficace.

Interrogés sur la **confiance envers les différents acteurs pour réduire le chômage**, les Français ne mentionnent **l’Etat qu’à 5%**, les collectivités locales à 22% et les **entreprises à 51%**. Ce résultat conforte un retournement de long terme observé à travers plusieurs indicateurs faisant de **l’entreprise le lieu principal de création d’emploi et de richesses** (ce dans tout le spectre politique, y compris à gauche).

Cette double grille de lecture (trop de gaspillage/d’assistanat d’une part ; plus de place laissée aux entreprises d’autre part) entraîne logiquement des **demandes de politiques** :

* **favorables aux entreprises** (à la question « quelles doivent être les priorités de la politique de l’emploi pour réduire le chômage », la première réponse est : « *réduire des charges* » - et toutes plutôt que les seuls bas salaires) ;
* **et punitives pour les chômeurs** (2ème réponse : « *contraindre les demandeurs d’emploi à accepter les emplois proposés* » ; 4ème réponse : « *réduire les allocations chômage ou les verser moins longtemps* ») - même si ces réponses font naturellement apparaître un clivage droite/gauche assez marqué.

**La demande d’action « positive » de l’Etat n’apparaît qu’après** (3ème réponse : « *rendre la formation professionnelle plus performante* » ; 5ème : « *mettre des freins aux licenciements* »).

1. **L’écotaxe doit être mise en œuvre, mais après une « remise à plat ».**

**55% des français souhaitent que le gouvernement « mette en œuvre l’écotaxe en la réaménageant**», contre 43% qui souhaitent son abandon pur et simple. Les partisans de la mise en œuvre sont surtout les plus âgés (69% des plus de 65 ans), CSP+ (59%), électeurs de Mélenchon (75%) et de Hollande (69%), alors que les plus jeunes et CSP- y sont majoritairement opposés (54% et 55%), de même que l’électorat de Marine Le Pen (71% contre).

Dans le Nord-ouest de la France, l’opinion est partagée à 50/50 sur la question, alors que les autres régions penchent pour une mise en œuvre (la région parisienne beaucoup plus nettement que les autres, à 59%).

1. **Questions politiques : pas de concurrence Valls/Hollande dans l’opinion**

A ce stade, la « rivalité » ou la « compétition » déjà envisagée par la presse entre les deux têtes de l’exécutif n’existe pas aux yeux des français : **63% estiment bien que la politique de la France sera avant tout définie par François Hollande, contre 32% par Manuel Valls** (aucun clivage partisans sur le sujet)./.